



## *Carole ASSAF*

T: 32 4 342 30 50

F: 32 70 22 52 22

E: c.assaf@elegis.be

Bureau(x): Liège

### *Langue*

Français

Anglais

### *Diplômes et titres académiques*

Erasmus à Budapest à l'Eötvös Lorand University (2018)

Master en droit à finalité droit social à l'Université de Liège (2020)

Master de spécialisation en droit social à l'Université libre de Bruxelles (2021)

### *Société professionnelle*

Membre d'elegis - LEB S.R.L., société d'avocats (B.C.E. 0828.991.001)

### *Collabore avec*

Rodrigue CAPART, Michel STRONGYLOS

### *Publications*

Carole ASSAF, "Groupement d'employeurs et clause résolutoire : les dispositions impératives ne peuvent être contournées", Social Eye, octobre 2024

Carole ASSAF, "Constitutionnalité, légalité et champ d'application de la CCT 109", in 10 ans d'application de la CCT 109, Anthémis, juin 2024

Rodrigue CAPART, Carole ASSAF, Un travailleur face à six commissions paritaires : laquelle s'applique ?

Rodrigue CAPART, Carole ASSAF, "Conversation Messenger entre collègues : l'ingérence dans la vie privée du travailleur est disproportionnée", Social Eye, mai 2024

Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Responsabilités civile et pénale de l'employeur et du travailleur en cas d'utilisation d'un véhicule", in La voiture de société face au droit : contrat de travail, Car policy – responsabilité – fiscalité, Limal, Anthémis, 2024

Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "La C.C.T. n° 109 s'applique à la requalification d'une rupture de commun accord en licenciement", Social Eye, 2024

Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Le cumul des indemnités liées aux motifs de licenciement", J.L.M.B., 2023/37

Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Absence de système d'enregistrement du temps de travail et preuve d'heures supplémentaires", Social Eye, 2023

Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Interdiction du port de signes convictionnels dans le secteur privé : la paix sociale comme objectif légitime", Social Eye, 2022

Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Audition préalable et motivation du licenciement pour les agents contractuels des services publics : quelle solution législative ?", Chroniques de droit social, 2022.